

# “À BAS LA POPULACE”

PAR NATACHA POLONY

**Y**a-t-il encore la moindre chance que le mouvement des « gilets jaunes » débouche sur autre chose qu'un affrontement entre un pouvoir retranché derrière la défense de l'ordre républicain pour échapper à toute remise en question et des manifestants chauffés à blanc au point d'offrir leur mouvement à des extrémistes rêvant d'insurrection ? La France semble en proie à un de ces accès de bouffées délirantes si fréquents dans son histoire et durant lesquels chacun est sommé de choisir un camp. Celui qui voit dans ce moment politique l'expression d'un sursaut démocratique face aux dérives oligarchiques du néolibéralisme est accusé de faire le jeu des factieux. Mais, pour peu qu'il s'emploie dans le même temps à analyser les récupérations extrémistes et les dérives violentes du mouvement, des cris s'élèvent de l'autre côté. La période est plutôt à la « fascination » univoque des uns et aux dénonciations scandalisées et tout aussi univoques des autres.

La juste mesure est de nos jours la vertu la moins partagée. On peut pourtant avoir conscience du danger que représenterait la jonction d'une extrême droite et d'une extrême gauche déterminées à fragiliser la République, sans pour autant réduire les « gilets jaunes » à une dérive qui n'est venue qu'a posteriori, en partie parce que le pouvoir avait décidé d'emblée de décrédibiliser le mouvement à coups d'accusations grossières. Il est extrêmement grave de forcer la porte d'un ministère à l'aide d'un transpalette, mais les ministres qui s'indignent de cette attaque contre la République parlaient déjà de « peste brune » lors des premières manifestations. Entre-temps, 10 milliards d'euros d'aides anticipées pour mieux éviter d'entrer dans le vif du sujet. Et la promesse d'un grand débat sur tout, sauf sur l'essentiel.

**Marianne l'a suffisamment écrit, et depuis des années : la paupérisation des classes moyennes et des classes populaires, et le recul de l'Etat, en particulier dans des territoires ruinés par le libre-échange, nourrissent depuis longtemps déjà les votes protestataires que certains ont le cynisme d'appeler « populistes », en faisant cadeau du peuple aux extrêmes. Quand les lanceurs d'alerte montrent les ravages de quarante ans de dérégulation, les gardiens du temple néolibéral ne veulent voir que le vote lepeniste. Mais cette fois, sous prétexte que les « gilets jaunes » ont fait émerger une contestation plus profonde que les habituels mouvements sociaux, sous prétexte qu'ils pointent la dérive oligarchique de**

notre démocratie représentative, il faudrait abandonner toute analyse des causes pour uniquement dénoncer les tentations factieuses ? Cette révolte serait foncièrement et originellement de droite, voire d'extrême droite, sous prétexte qu'elle serait partie d'un ras-le-bol fiscal ? A ce compte-là, 1789 l'est également. Certes, diront certains, mais les révolutionnaires d'antan s'opposaient à une monarchie absolue. Les « gilets jaunes » se révoltent contre une démocratie. Nous touchons au cœur du problème : nombre de Français, « gilets jaunes » ou non, ont l'impression que le pouvoir de décision a peu à peu été retiré aux citoyens au profit d'instances non élues et de mécanismes économiques présentés comme des faits de nature. Que leur vote va aux oubliettes.

**NOTRE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE A ÉTÉ DISTORDU PAR CERTAINS POUR PRÉSERVER LEURS INTÉRÊTS DE CLASSE AU MÉPRIS DE LA RÉPUBLIQUE.**

**La démocratie représentative est en crise.** On ne la sauvera pas en proclamant qu'elle est la seule forme de démocratie acceptable, pour mieux nier ses dévoiements. Défendre un libéralisme politique fait de respect de l'Etat de droit, et de foi en la raison, passe aujourd'hui par le constat lucide que notre système économique et politique a été distordu par certains pour préserver leurs intérêts de classe au mépris de la République comme gouvernement « du peuple,

par le peuple, et pour le peuple ».

Pour comprendre ce qui se joue, peut-être faut-il se reporter aux élections américaines, puisque la crainte – de plus en plus fondée – est de voir émerger de ce chaos un Trump, voire un Bolsonaro, à la française. Le président américain, rappelons-le, doit en partie sa victoire aux efforts du Parti démocrate pour éliminer, même par la triche, Bernie Sanders au profit de Hillary Clinton, candidate incarnant la perpétuation des politiques de dérégulation et la défense des intérêts de l'oligarchie financière. Quand le système craque de toute part, s'arc-bouter sur ses privilèges conduit à la catastrophe. L'obstination macronienne à suivre la ligne Clinton – les électeurs de Donald Trump n'étaient, selon elle, que des « déplorables » – est, hélas, facteur de haine et de radicalité. Ce qui n'excuse ni la haine ni la radicalité. Mais, au point où en est la France, la condamnation ne suffit pas. Il faut des réponses politiques. Elles sont dans une réforme des institutions, françaises et européennes, dans un retour du politique et dans une confiance faite au peuple dans son ensemble à travers différents processus démocratiques. Car il n'est rien de pire que de confisquer le pouvoir au peuple sous prétexte de le protéger des factieux. ■



**Débattons !**

Parce que le débat n'est pas réservé qu'aux experts ou aux journalistes, la parole est aussi aux lecteurs.

Rejoignez-nous sur [www.marianne.net/debattons](http://www.marianne.net/debattons)